

Les dépôts sauvages

Comprendre et lutter contre le phénomène

Introduction

La propreté des rues est fondamentale pour 66% des citoyens¹. En 2016, 63 000 tonnes de déchets sauvages ont été recensés en France, l'équivalent de six tour Eiffel.² A cette quantité s'ajoutent probablement des milliers de tonnes de déchets supplémentaires non recensés.

Même s'il n'existe pas de définition officielle, on pourrait définir un dépôt sauvage comme « un lieu de dépôt, non autorisé au titre de la réglementation des installations classées, qui résulte d'apports clandestins de déchets dangereux ou non dangereux, abandonnés par des particuliers, ou des professionnels, à une fréquence irrégulière.»

Cette définition pourrait être complétée par des précisions sur l'origine et la nature des déchets : « Il peut s'agir de déchets des professionnels (artisans...), de déchets des ménages, de déchets encombrants, de déchets végétaux, de déchets inertes....»

Bien que difficilement quantifiable, l'association des villes pour la propreté urbaine (AVPU) évalue à 11,8 kg/hab la quantité totale de dépôts sauvages en France. Une partie importante de ces déchets sauvages se retrouve *in fine* transportée dans les mers et les océans : selon l'ONG Surfrider, 80 % des déchets marins ont ainsi une origine terrestre. L'Asie et l'Afrique en sont les plus grands producteurs à cause de la quasi absence de système de collecte et traitement des déchets efficient dans bon nombre de pays.

Sur les routes, en montagne, dans les cours d'eau, sur les plages, dans l'espace, les déchets sauvages affectent partout les milieux et les paysages. Selon les retours d'associations et de quelques collectivités³, ils sont de plus en plus nombreux. Le gouvernement d'E. PHILIPPE a lancé le plan tourisme en 2017 pour que la France accueille 100 millions de touristes en 2020. Or, les chiffres de l'ADEME et des collectivités montrent une corrélation entre la production de déchets et le nombre de touristes accueillis⁴. Les paysages sont la vitrine économique et culturelle de notre pays. Avec les déchets sauvages, la vitrine est salie et pourrait devenir de moins en moins attrayante. Voyageant d'un milieu à un autre, les déchets ont également de profondes répercussions écotoxicologiques, même loin de leur lieu de production. Pour des raisons écologiques, autant que pour l'amélioration du cadre de vie, il est urgent que les sources de dépôts sauvages se tarissent au fil des ans. Néanmoins, retirer ces déchets ne suffit pas car cela empêche la population de voir l'ampleur réelle de ces incivilités.

¹ Etude Kantar public-2017

² Source :

http://www.amf.asso.fr/upload/fichiers/documents/AMF_24651TELECHARGER_LE_DOSSIER_DE_PRESSE.pdf

³ Voir le dossier n°101 de déchets info.

⁴ http://www.ademe.fr/sites/default/files/assets/documents/prevention-dechets-zones-touristiques_010188.pdf

Pour les résorber, il faudra s'appuyer sur le personnel des collectivités (communes, département...) bien évidemment. Leur travail et la célérité avec laquelle ils l'exécutent sont capitaux. Cette célérité est cardinale pour conserver un endroit propre. James Q. WILSON l'a démontré en développant sa théorie de la vitre brisée. Autrement dit, « le sale appelle le sale ». Cette théorie a également servi de fondement aux politiques de tolérance zéro vectrices de violences policières dans les années 90 aux États-Unis. Néanmoins, il est peu probable que la théorie de M. WILSON amène à des tensions sociales ou des violences concernant les dépôts sauvages.

D'après l'étude menée en mai 2015 par Market Invest pour VACANCES PROPRES, sur un panel représentatif de 786 personnes, près de 6 Français sur 10 jugent les déchets sauvages « inadmissibles » (59,41%), et presque autant (59,29%) « irrespectueux », tandis que 3 Français sur 10 (34,10%) les estiment « nuisibles ». Un terrain propice à une prise de parole plus offensive.⁵ C'est toutefois en recul comparativement à 2006 où 85 % des Français interrogés déclaraient les dépôts sauvages inadmissibles et plaçaient ce geste comme le 1^{er} geste incivique devant le vandalisme⁶ ! S'habituerait-on peu à peu à ces compagnons du quotidien ?

Le coût de la propreté selon l'AVPU est de 42€/habitant/an en France⁷. Ce coût intègre la lutte contre les dépôts sauvages mais aussi contre les déjections canines, les tags, le nettoyage des feuilles, etc. Ce coût vient s'ajouter à la facturation des ménages et des entreprises pour la gestion et le traitement des déchets ménagers et assimilés qui est de 100 €.⁸ Ce coût augmentant, les villes se saisissent du problème, lassées par les incivilités volontaires, ou non, de certains habitants. Ce coût comprend le capital humain, le capital matériel et les frais de fonctionnement associés à ce matériel (énergie, eau, huile, maintenance...).

Ces incivilités augmentent bien que :

- Le Maire dispose déjà de son pouvoir de police général depuis la loi municipale de 1884 réaffirmé dans le Code Général des Collectivités territoriales aujourd'hui ;
- Les dépôts sauvages soient interdits depuis la loi du 15 juillet 1975 ;
- Les habitants et parfois les professionnels disposent d'un service d'enlèvement des encombrants et de déchèteries situées pour la plupart à moins de 15 min de trajet.

Pourtant, les dépôts sauvages perdurent sans discontinuer à des niveaux variables selon les territoires. La tarification incitative, la réduction de la fréquence de collecte, le passage d'une collecte en apport volontaire en lieu et place d'une collecte en porte-à-porte, les grèves occasionnelles favorisent l'apparition de ces dépôts sauvages. De plus, ils sont de plus en plus visibles avec l'augmentation de la fréquence et de l'intensité des catastrophes naturelles (Lothar, Martin, Xynthia, Irma...) qui les diffusent en masse dans l'environnement. Chaque déchet épars non géré conformément au code de l'environnement est une nuisance voire une pollution qui coûte sur de nombreux plans à la collectivité.

Ainsi, nous souhaitons mettre à disposition ce dossier technique afin d'aider les Maires et leurs collaborateurs à rendre leur commune plus propre.

⁵ Rapport d'activité 2015 de VACANCES PROPRES

⁶ Etude éco-emballage & TNS Sofres 2006, *halte aux dépôts sauvages*

⁷ Article technique du 13/11/2017 « *propreté urbaine : une enquête pointe des disparités entre régions* »

⁸ ADEME & VOUS le mag N°113, mars 2018, p7.

Nous soulignons l'intérêt de mettre en œuvre prioritairement des solutions préventives avant d'utiliser des moyens coercitifs et curatifs. C'est ce que les Français veulent aussi (cf. étude de 2006 d'éco-emballage et TNS Sofres citée plus haut).

Ce dossier concorde notamment avec la mesure 27 de la feuille de route économie circulaire dévoilée le 23 avril 2018 qui prévoit d'« *Élaborer début 2019 un référentiel de bonnes pratiques et d'outils destiné aux collectivités pour lutter contre les dépôts sauvages de déchets* ». Ce dossier peut aider le groupe de travail de lutte contre les dépôts sauvages lancé le 22 mai 2018 par la secrétaire d'État auprès du ministre de la transition écologique, Brune POIRSON.

Sommaire

I – Vu ailleurs	6
A – Exemples des moyens de lutte et de prévention contre les dépôts sauvages.....	6
B – Point juridique sur l'utilisation de la vidéoprotection et des pièges photographiques.....	12
II – Présentation de l'arsenal réglementaire.....	15
A – Rappel général.....	15
B - En matière de dépôts sauvages, les responsabilités	15
C – Les contentieux.....	16
D - La qualification de l'infraction et ses sanctions	16
E – Procédure de sanction & compétences des acteurs	18
F – La constatation de l'infraction.....	18
III – La procédure administrative à mettre en œuvre	20
(article L541-3 du code de l'env.)	20
A - Procédure de l'article L. 541-3 du code de l'environnement	20
IV – la procédure pénale à mettre en œuvre	23
V – Nos propositions pour réduire à la source les déchets sauvages	24
A – La sensibilisation des scolaires.....	24
B – Une convention commune-intercommunalité	24
C – Nos autres propositions.....	24
VI – Aller plus loin	25
A – Les décharges brutes.....	25
B – Bibliographie et sitographie.....	26
ANNEXE	28
FICHE DE CONSTATATION D'UN DEPOT SAUVAGE	28
MODELE DE LETTRE RECOMMANDEE D'INFORMATION (AVEC AR) A DESTINATION DE L'AUTEUR DE L'INFRACTION (PREALABLE A LA MISE EN DEMEURE)	29
MODELE DE LETTRE RECOMMANDEE DE MISE EN DEMEURE AVEC AR A DESTINATION DE L'AUTEUR DE L'INFRACTION	30
MODELE D'ARRETE MUNICIPAL DE MISE EN DEMEURE D'ELIMINER UN DEPOT SAUVAGE	31

EXTRAIT D'UNE DELIBERATION DU CONSEIL MUNICIPAL DE LA COMMUNE DE GAILLAC	33
FICHE D'ACTIVITE SUR LA PROPRETE POUR LES SCOLAIRES	34
TRADUCTION ET SYNTHESE D'UNE ETUDE AMERICAINE SUR LE JONCHEMENT. ...	35

I – Vu ailleurs

A – Exemples des moyens de lutte et de prévention contre les dépôts sauvages

Avant toute chose :

Les *litterers* ou joncheurs sont les personnes qui jettent volontairement des déchets dans la nature, contribuant ainsi à la formation d'une litière d'ordures. Leur activité, le *littering*, pourrait se traduire par « jonchement », terme désignant depuis le début du XII^{ème} siècle le fait de couvrir un sol « d'objets jetés épars ». Les déchets ainsi jetés par les litterers (ou joncheurs en français) sont qualifiés de sauvages, car ils n'entrent dans aucun circuit de collecte organisé. Lorsqu'il s'agit de dépôts volumineux, on parle plutôt de dépôts (sous-entendu d'ordures) sauvages.

L'étude Anglaise sur les joncheurs :

Une étude menée en Angleterre⁹ classe les joncheurs en différents segments. Parmi les personnes avouant qu'elles jettent des déchets par terre de temps en temps (48 %), on peut identifier les segments suivants :



- Les bien élevés (43% des joncheurs) : ils ne jettent pratiquement rien, seulement des petits morceaux de papier ou des trognons de pomme.
 - Ceux qui se justifient (25% des joncheurs) : ils justifient leur comportement par des raisons diverses : « tout le monde le fait » ou « il y a trop peu de poubelles », « ça fait de l'emploi », « plus je trie, plus je paye ».
 - Les joncheurs inconscients du problème (12% des joncheurs) : ils pensent que la vie est trop courte pour devoir éliminer soi-même les déchets ou cela leur est égal.
 - Ceux qui se sentent coupables (10% des joncheurs) : ils ont mauvaise conscience, mais ils ont du mal à emmener leurs déchets, raison pour laquelle ils polluent en cachette.
 - Ceux qui font des reproches (9% des joncheurs) : ils rendent les autres coupables de leur comportement, par exemple en arguant que les poubelles sont toujours pleines à craquer.
- Tout comme il existe différents segments de joncheurs, il existe différents types de jonchement qu'il convient de prendre en compte pour déterminer des mesures anti-jonchement efficaces. La segmentation des joncheurs permet donc de prendre des mesures ciblées.

Par ailleurs, des sociologues ont montré qu'une pancarte « *ne jetez rien par terre* » [...] *n'a pas d'impact persuasif et incite à ne pas respecter la norme. Mieux vaut utiliser un message moins fort « gardez la pelouse propre ne dépend que de vous* ». ¹⁰

Le cas d'étude américain

Un psychosociologue américain nommé R. CIALDINI a mené une étude également sur le jonchement aux Etats-Unis. Des prospectus avaient été mis sur le pare-brise des véhicules stationnés près d'une librairie. L'étude a démontré que lorsqu'une personne ramassait au sol un prospectus avec un air de désapprobation, personne ne jetait de prospectus au sol avant de



⁹ http://www.igsu.ch/files/igsu_littering_prof_2015_fr_1.pdf (page 11).

¹⁰ Psychologie de la persuasion et de l'engagement de F.GIRANDOLA, PUF, 2003, 402p.

rejoindre l'habitacle de son véhicule. En revanche, lorsque personne ne faisait ce comportement de ramassage de déchet au sol, 33 % des personnes quittant la librairie abandonnèrent au sol un prospectus avant de rejoindre leur véhicule. L'attitude civique d'un individu influence donc celle des autres.¹¹ Et inversement pour l'attitude incivique. Il est question ici de norme sociale.

L'étude sur l'influence du message sur le jonchement en Suisse

En Suisse, une étude sur l'influence du type de message sur le jonchement a été menée. Une situation contrôlée a permis d'évaluer le jonchement sur une zone précise à la sortie de plusieurs gares suisses. Trois types de messages étaient affichés à la sortie des gares suisses dans les mêmes conditions. Il y avait un message autoritaire « pollution interdite », un message environnemental « protection de l'environnement » et un message humoristique « parce que les déchets n'ont pas d'ailes » pour une affiche avec un contenu graphique identique (cf. ci-dessous).



Les résultats de l'étude montrent que les affiches avec un contenu humoristique ou environnemental ont permis de réduire de 60 % le jonchement comparativement à la situation initiale sans affiche. En aparté, les messages humoristiques, les visuels décalés sont perçus comme plus légitimes lorsqu'ils émanent d'une association selon une étude française.¹² Le message de l'étude suisse avec un contenu autoritaire a eu un effet moindre, il a permis de réduire de 25 % seulement le jonchement des passants sortant des gares.¹³



La lutte contre le jonchement grâce au *nudge* au Danemark

De la même manière, il existe des nudges (coup de pouce) pour inviter au bon comportement : « Par exemple, mettre sur le sol des traces de pas vertes qui vont vers les poubelles municipales fait baisser de presque 50 %

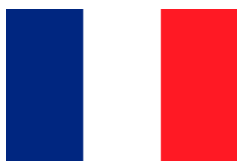


¹¹ <https://www.theatlantic.com/health/archive/2014/08/littering-and-following-the-crowd/374913/>

¹² http://www.desimagesetdesactes.fr/doc/Des_images_et_des_Actes.pdf (page 11).

¹³ Hansmann, R. & Steimer, N. (2016). A field experiment on behavioural effects of humorous, environmentally oriented and authoritarian posters against littering. *Journal of Environmental Research, Engineering and Management*, 72(1), 35-44

la tendance à jeter ses **déchets par terre**. »¹⁴ Bien que les nudges puissent être perçus comme une manipulation des esprits, ce type de mesure a montré son efficacité.



Ici, des exemples de ce qui est fait ailleurs en France :

Rendre visible les déchets sauvages

En matière de prévention, plusieurs villes de France comme Toulouse, Annemasse ou Metz ont été récompensées par l'AVPU en 2016 pour leurs initiatives. A Toulouse, une remarquable communication a été faite sur les dépôts sauvages. La tendance est à la matérialisation d'une zone exposant des dépôts sauvages avec un ruban de signalisation à la manière d'une scène de crime. Orléans en a fait un visuel graphique également pour lutter contre les 44 tonnes de dépôts sauvages collectés par la ville chaque semaine. Ci-contre une affiche de l'intercommunalité « du Pays de Sablé » apposée sur les camions-bennes. La campagne de communication est complétée par des photos des dépôts sauvages dans le magazine intercommunal.



Adapter, multiplier les corbeilles de propreté

Annemasse, a été lauréate pour des poubelles colorées très visibles, mises en place dans la ville. Une couleur vive comme le vert permet aux malvoyants de mieux percevoir les corbeilles de propreté. Plusieurs grandes villes se sont lancées dans l'achat supplémentaires de corbeilles pour limiter les dépôts sauvages (Paris, Montpellier, Angers...).

Faire le buzz en vidéo pour attirer l'attention

Le Maire de Laigneville a fait le « buzz » sur Youtube¹⁵ en mettant en place le principe du « retour à l'expéditeur ». Sans montrer l'auteur de l'infraction ni son nom, le Maire filme ses services communaux en train de ramener les déchets sauvages au domicile d'un contrevenant identifié. En postant la vidéo, Il veut se faire entendre par les pouvoirs publics pour faire connaître le problème des Maires à ce sujet. Il a décidé d'agir ainsi après plusieurs dépôts de plainte infructueux, dont un flagrant délit. Placé face à ce qu'il considère comme « *l'incurie de la Justice et de l'Etat* », il a décidé de mettre en œuvre cette solution radicale. Selon ses dires, les dépôts sauvages ont été réduits de 90 % sur sa commune. Si l'auteur est sur une commune voisine, il agit après accord avec le Maire du territoire voisin. Bien qu'illicite, cette méthode ferait donc ses preuves. Toutefois on peut se demander si les pollueurs ne déposent pas leurs déchets sauvages sur une commune autre que Laigneville pour éviter le retour de leurs déchets chez eux ! Le comble ici, c'est que le Maire se rend lui-même auteur d'un dépôt sauvage et agit

¹⁴ Les échos – « Les nudges influent sur notre comportement » - 14 janvier 2018

¹⁵ <https://youtu.be/tdDcmdr5gw4>

de manière non réglementaire. Le Maire de Vélizy pratique aussi le retour à l'envoyeur mais lui a été poursuivi par un administré, avant d'être relaxé par la justice.¹⁶

La technologie au service de l'identification des contrevenants

L'ONF, en forêt de Fontainebleau, a mis en place plusieurs pièges photographiques de marque Reconyx cachés à des endroits différents pour identifier les auteurs de dépôts sauvages¹⁷. L'ONF a étroitement travaillé en amont de cette opération avec le Procureur de la République et les services de la préfecture. Ils recommandent notamment :

- De protéger les pièges photographiques ;
- De les installer à un autre niveau que celui du regard, pas trop loin, sur un endroit stable et éloigné des branches dont les mouvements peuvent déclencher l'appareil ;
- De coupler plusieurs pièges photographiques à un même endroit pour qu'ils se protègent réciproquement du vol ;
- De changer les pièges de place tous les 2 ou 3 mois ;
- De changer rapidement les cartes mémoire lors des déplacements sur site, afin de ne pas dévoiler l'emplacement des pièges.

L'ONF a par ailleurs supprimé les corbeilles publiques des espaces qu'il gère, comme d'autres collectivités, pour que les usagers repartent avec leurs déchets. Aucune information n'est cependant disponible sur l'efficacité de cette dernière mesure sur le jonchement.



Outre les pinces à déchets, les agents d'entretien de l'ONF disposent de pics à papier pour la collecte des détritiques (cf. photo). Il est parfois regrettable que tous les déchets collectés soient mis dans un seul et même sac dans la mesure où beaucoup de cannettes sont collectées sur le terrain. Sachant qu'elles mettent du temps à rouiller, un outil adapté (chariot double ou triple-flux) permettrait un tri efficace et facile des dépôts sauvages. La consultation des agents en charge du ramassage est impérative préalablement à tout changement de matériel afin d'augmenter les chances de les faire adhérer à la démarche de valorisation des déchets sauvages collectés.

Associer pour mobiliser le plus grand nombre

La Région Ile de France a lancé un plan en juillet 2016 pour améliorer la prévention et la lutte contre les dépôts sauvages. Un groupe de travail a été créé pour faire évoluer la réglementation et mettre en commun les bonnes pratiques.

La ville de Paris a également lancé un grand plan propreté qui a intégré plusieurs mesures proposées par les citoyens. Rennes Métropole, Toulouse Métropole, Angers Métropole ont fait ce choix également.

¹⁶ <http://www.leparisien.fr/yvelines-78/velizy-le-maire-relaxe-apres-avoir-rendu-des-gravats-abandonnes-a-son-propretaire-14-05-2018-7715451.php>

¹⁷ Pour des conseils techniques, contacter l'ONF de Fontainebleau.

Faire payer le coût de la remise en état

Ailleurs, des villes comme Bordeaux ont mis en œuvre un système de facturation des déchets sauvages. Bordeaux est également la première ville de France à avoir lancé l'opération « quartier zéro mégot » en installant des bornes-cendriers dans les endroits de passage pour collecter et valoriser les mégots sous forme de plastique ou de valorisation énergétique, *via* une association. Beauvais a instauré une amende de 35 € plus 120 € de prestations forfaitaires d'enlèvement et de traitement des déchets. Le Grand Paris Sud-Ouest a estimé à 30 € par foyer fiscal et par an le coût de la lutte contre les incivilités. Villiers-le-Bel a estimé à 740 000 € le coût de collecte et traitement des dépôts sauvages.

Sensibiliser à l'impact environnemental du jonchement

A Collioure, la Ville a posé une plaque près des avaloirs et des grilles d'évacuations des eaux de pluie pour éviter les mégots, chewing-gums, etc, jetés dans ces endroits. De plus, elle a distribué des cendriers et mis en place une journée sans mégot afin de sensibiliser les passants au respect de l'environnement (cf photo ci-dessous).



Inventorier les dépôts sauvages pour interpeller les élus

À la Réunion, un collectif a créé un site Internet, Band Cochon, spécialement pour dénoncer les dépôts sauvages¹⁸. Des villes ont créé des applications dédiées ou des lignes vertes spécialement pour signaler les incivilités.

En Indre-et-Loire, les villes de Tours et de Joué-lès-Tours ont mis en place une brigade propreté pour lutter en continu contre les dépôts sauvages. C'est une application simple de la théorie de James Q. WILSON. L'association Zéro Déchet Touraine a par ailleurs créé un formulaire en ligne très complet¹⁹, qui permet de caractériser très précisément un site touché par les déchets sauvages afin d'optimiser son nettoyage ultérieur et renforcer la prévention.

Et de nombreuses autres solutions déjà connues

D'autres villes végétalisent les endroits régulièrement sujets aux incivilités. La végétalisation réduit ainsi le vandalisme, le stress et les actes inciviques comme l'expliquent S. MEINERL et N. GUEGUEN, chercheurs en psychologie sociale et environnementale, dans leur livre *Pourquoi*

¹⁸ <http://www.bandcochon.re/>

¹⁹ <https://framaforms.org/inspection-de-site-1497621789>

la nature nous fait du bien (2012, éditions Dunod). D'autres communes proposent à des artistes de réaliser des graffs, ou créent d'avantage de zones d'affichages libres sur les murs régulièrement tagués. Les idées foisonnent²⁰. La plus originale vient peut-être de Lima, au Pérou, où des caméras auraient été attachées aux cous de vautours afin de filmer l'amoncellement des déchets sauvages en vue aérienne ²¹ !

Certaines communes sanctionnent simplement le contrevenant. La limite de cette approche est que la somme collectée n'est pas affectée à la réparation du préjudice. Pour aller plus loin, certaines villes facturent en supplément le coût de remise en état (enlèvement et traitement) sur la base d'un forfait, ce qui nécessite une délibération du conseil municipal. La sanction pénale aggravée est alors évitée en cas de récidive. Le forfait au m³ est souvent délicat à défendre, tandis qu'au poids, cela serait plus dissuasif.

Selon l'APVU, 68% du panel de communes interrogées déclarent établir des procès-verbaux, 20% passent par le timbre-amende et 65% facturent la remise en état, ce qui occupe en moyenne 6,28 ETP pour 100 000 habitants²². Le timbre-amende (en accord avec le Ministère) et la facturation après délibération sont plébiscités pour leur rapidité d'exécution.

Des communes dédient des bacs avec adhésifs « incivilités » pour connaître le poids ou le litrage annuel des dépôts sauvages collectés et elles notent le temps et le nombre d'agents occupés à ramasser ces dépôts chaque jour, semaine, mois ou année.

La prévention par l'éducation, la mise à disposition de corbeilles de propreté, de cendriers de poches, les ramassages collectifs conviviaux, etc, prévalent à nos yeux sur les solutions curatives et répressives.

L'éducation des enfants ne doit pas prévaloir sur l'éducation des adultes qui est tout aussi importante. Cependant, les campagnes de sensibilisation concernent presque exclusivement les adultes aujourd'hui, les enfants ont peu accès à ce sujet alors qu'ils sont aussi des citoyens. L'information des habitants sur le devenir des déchets, le coût par habitant d'un déchet jeté à la poubelle vis-à-vis d'un déchet jeté dans la nature, l'impact des déchets et les solutions à leurs dispositions sont autant d'éléments qui devraient être communiqués régulièrement et largement.

À ce jour, aucune campagne médiatique nationale de grande ampleur (télévision, radio...) n'a jamais été mise en œuvre pour sensibiliser les Français aux dépôts sauvages, au jonchement.

Focus sur les corbeilles de propreté

La multiplication des corbeilles de propreté permettrait d'éviter potentiellement ¼ de dépôts sauvages au vu des résultats de l'étude anglaise citée page 6 et de l'étude américaine citée en dernière annexe. Des grandes métropoles telles que Paris, Angers, Rennes ont fait ce choix de multiplier les corbeilles de propreté. D'autres préfèrent en réduire la densité, notamment sur les territoires pratiquant une forme de tarification incitative pour éviter que les habitants assujettis à la tarification incitative ne viennent remplir les corbeilles de propreté avec leurs déchets.

²⁰ D'autres pistent sur l'article 10 conseils pour limiter l'essor des dépôts sauvages ou l'article 10 conseils pour renforcer la propreté de vos rues de Technicité

²¹ <http://www.leparisien.fr/environnement/ville-durable/la-chasse-aux-ordures-est-ouverte-09-04-2016-5700167.php>

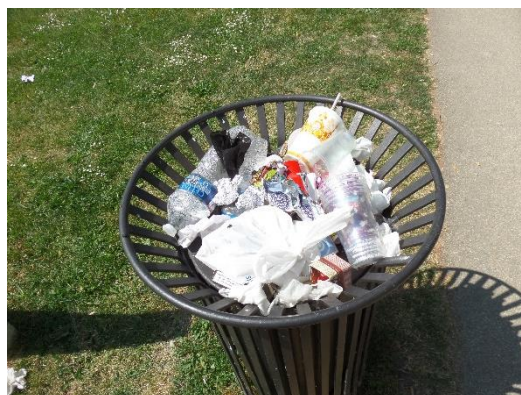
²² Enquête sur le référentiel de propreté par l'APVU

Par ailleurs, les corbeilles de propreté actuelles sont souvent rudimentaires. Elles n'ont que peu de couvercles permettant d'éviter la pluie et les nuisibles. Elles ont une communication simpliste voire absente, qui n'est généralement pas visible de loin. Ces mêmes corbeilles doivent parfois répondre aux normes de sécurité imposées par le plan vigipirate en ayant un contenu toujours visible (sacs transparents).

Ce mobilier urbain doit intégrer le tri (emballages, verre d'emballage, biodéchets...).

Selon notre inventaire national en cours, très peu de chef-lieu de département, peu de villes et de villages en général intègrent le tri pour leurs corbeilles communales à une époque où le nombre de repas pris hors domicile augmente, et donc le nombre de déchets jetés sans trier aussi.

Par exemple, à ce stade, pour 15 communes recensées dont Châteauroux, 74 686 habitants soit 33,3 % des habitants de l'Indre n'ont pas accès à des corbeilles de propreté intégrant le tri. Seulement des corbeilles basiques existent comme celle sur la photo.



Le tri sur les corbeilles de propreté, cela ne va pas être chose aisée au vu des restrictions budgétaires globales des collectivités. Une part de la taxe d'ordures ménagères pourrait être réservée au financement de corbeilles de propreté intégrant le tri par exemple.

À la décharge des communes, peu de fabricants proposent des corbeilles de propreté permettant de trier. Citons par exemple *Sineu Graff* ou *Guyon mobilier urbain*, qui proposent une corbeille avec cendrier intégré. Par ailleurs, la société américaine *Connect Sytee* commercialise le modèle dit « intelligent » Big Belly qui permet le tri, le suivi à distance du remplissage et la compaction pour réduire les tournées de collecte. Un dossier plus complet sur les corbeilles de propreté est disponible sur le site de Zéro Déchet Touraine²³.

B – Point juridique sur l'utilisation de la vidéoprotection et des pièges photographiques

La vidéoprotection est encadrée juridiquement :

I – Par le code Civil. Il est interdit de porter atteinte au respect de la vie privée d'une personne (article 9 du code Civil). Par exemple, en filmant ou en prenant une photo d'une personne dans un lieu privé sans son consentement.

II – Par le droit commun. Il y a une protection des données personnelles. Il faut que les données recueillies le soient pour :

a – Une finalité légitime (ici la prévention et la lutte contre les actes illégaux).

b – Il faut que seules les données pertinentes soient collectées et traitées.

c – La durée de conservation de ces données doit être limitée (3 mois maximum). Il est préférable de limiter le temps à l'usage des données.

d – Le responsable du traitement des données doit assurer sécurité et confidentialité des données.

e – Ce responsable doit agir avec transparence.

²³ <https://www.zerodechettouraine.org/actualite/on-a-tous-quelque-chose-pres-d-chez-nous-pour-faire-le-tri>

Cette vidéoprotection peut être utilisée pour dix motifs (Article L251-2 du code de la sécurité intérieure) parmi lesquels seule la « *protection des bâtiments et installations publics et leurs abords* », est susceptible de s'appliquer à la lutte contre les dépôts sauvages. Dans ces conditions, il ne semble pas possible de vidéoprotéger une aire naturelle (rive de cours d'eau, clairière, parc...) en l'absence d'une installation publique minimale (table de pique-nique, banc,...) ou d'un bâtiment public (sanitaires par exemple).

La vidéoprotection pour verbaliser ne peut être utilisée que dans un lieu public. Un lieu public « *c'est un lieu accessible à tous, sans autorisation spéciale de quiconque, que l'accès en soit permanent et inconditionnel ou subordonné à certaines conditions* » (TGI Paris, 23 octobre 1986 : Gaz. Pal. 08/01/1987).

Pour obtenir l'autorisation d'utiliser un dispositif de vidéoprotection, il faut un dossier d'autorisation prévu à l'article 1^{er} du décret n°96-926 du 17/10/1996. Ce dossier est à déposer en préfecture du département concerné.

Une fois celui-ci déposé, une commission départementale de vidéoprotection est consultée (son avis ne lie pas l'autorité préfectorale). Elle instruit ce dossier après la saisine et statue en 3 mois maximum. Ensuite le Préfet accorde une autorisation expresse ou demande des compléments au dossier.

Cas particulier :

- Sur une voie publique : il faudra un plan-masse dans le dossier montrant les bâtiments dans le champ de vision des caméras avec indication des accès et des ouvertures desdits bâtiments. Ceci afin de respecter la vie privée des personnes (floutage si nécessaire).
- En cas de dispositif comportant au moins 8 caméras, ou implanté dans un établissement recevant du public : il faudra un plan de détail à échelle suffisante montrant le lieu d'implantation des caméras et les zones couvertes par celles-ci.
- Dans un ensemble immobilier ou foncier complexe de grande dimension : remplacer le plan de masse et le plan de détail par un plan du périmètre d'installation du système.

Affichage

Pour toute zone couverte par la vidéoprotection, il faut un panneau qui mentionne de façon claire et permanente (loi du 21/01/1955) l'existence du dispositif. Il doit comporter le nom, la qualité et numéro de téléphone de la personne responsable (droit à l'information). Une personne susceptible d'avoir été filmée peut accéder aux images sur simple demande sans être tenue de motiver sa demande et elle peut demander la durée de conservation des images. A contrario, une personne ne peut pas demander d'accéder à des enregistrements qui ne la concernent pas (droit d'accès aux images et droit au respect de la vie privée). Enfin, lorsqu'on utilise la vidéoprotection, il faut l'autorisation de la CNIL dès lors qu'il y a un traitement de données personnelles. Sinon, il peut y avoir une sanction pénale (article 226-16-1 du code pénal).

Les pièges photographiques :

Il n'y a pas d'encadrement juridique précis. Ils peuvent être utilisés dans le cadre d'infractions au code de l'environnement suite à une enquête (flou juridique autour de l'article L 521-1 du code de la sécurité intérieure).

Précautions recommandées : La commune doit demander l'autorisation écrite de l'Officier de Police Judiciaire qui validera l'usage des captures photos. Et il faut prévenir le Procureur de la République de l'usage de tels procédés (G. BOVI-HOSY *Pièges photographiques, leur usage est-il légal ?* La gazette des communes 02/06/2015).

Si un piège photographique est utilisé alors qu'il y a une enquête, le juge décidera d'après son intime conviction en fonction des preuves apportées par les parties prenantes (article 427 du code de procédure pénale). Ces outils peuvent être utiles bien qu'ils questionnent sur l'empiètement de nos libertés individuelles via l'hyper-sécurisation de l'espace public.

II – Présentation de l'arsenal réglementaire

A – Rappel général

Pour les Maires, il existe une multiplicité de pouvoir de police applicable en matière de déchets : le pouvoir de police générale (article L. 2212-1 CGCT) et le pouvoir de police spéciale (article L. 541-3 du code de l'environnement).

Les dépôts sauvages ne font l'objet d'aucune définition. Le Maire doit agir de par son pouvoir de police sur tous les déchets (dangereux, non dangereux, ménagers, d'activités économiques, industriels... sauf les déchets radioactifs) sur un espace public comme privé.

Ainsi, l'article L. 2212-1 du Code général des collectivités territoriales (CGCT) charge le Maire de la police municipale. L'article L. 2212-2 précise que cette police a pour objet : « *D'assurer le bon ordre, la sûreté, la sécurité et la salubrité publique...* ».

En d'autres termes, le Maire, dans le cadre de son pouvoir de police est compétent pour prendre les mesures nécessaires pour assurer l'élimination des déchets présentant du fait de leur abandon, dépôt ou traitement, des dangers pour la santé de l'homme et l'environnement.²⁴. Les dépôts sauvages concernent tous types de dépôts sur voie publique ou propriété privée du territoire communal.

Le Maire a l'obligation de faire usage de son pouvoir de police (arrêt du Conseil d'Etat du 13 octobre 2017) dès lors qu'un déchet n'est pas géré conformément à la réglementation en vigueur.

Attention : l'absence d'intervention constitue donc potentiellement une faute susceptible d'engager la responsabilité du Maire.

Le Maire a le pouvoir de police même lorsque la compétence en matière de gestion des déchets a été transférée (arrêt du Conseil d'Etat du 13 octobre 2017) sauf :

Un déchet est « *toute substance ou tout objet, ou plus généralement tout bien meuble, dont le détenteur se défait ou dont il a l'intention ou l'obligation de se défaire* » (Article L 541-1-1 du code de l'environnement).

B - En matière de dépôts sauvages, les responsabilités

- ✓ La responsabilité pénale (exemple : dépôt d'un déchet dans un lieu inapproprié) dont les juridictions sont par gradation : tribunal de police, tribunal correctionnel, assises, cour d'appel et cour de cassation ;
- ✓ La responsabilité civile (exemple : dommage causé à autrui ou préjudice écologique imputable au dépôt sauvage) dont les juridictions sont par gradation : Le tribunal de grande instance (1er ressort), la cour d'appel et la cour de cassation ;

²⁴ AMF note sur le dépôt sauvage de gravats et autres déchets de chantier.

- ✓ La responsabilité administrative (exemple : méconnaissance de la réglementation par l'administration compétente en matière de déchets) dont les juridictions sont par gradation : Le tribunal administratif (1er ressort), les cours administratives d'appel et le Conseil d'Etat.
- ✓ Toutefois, il arrive que ces responsabilités se recoupent, rendant la qualification de l'infraction et la désignation des juridictions compétentes plus difficiles.

C – Les contentieux

Les contentieux d'ordre pénal concernent les contraventions, les délits, les crimes. Les sanctions pénales sont une amende, une peine d'emprisonnement.

Focus : S'agissant de la responsabilité pénale, on peut distinguer trois sous-types de responsabilités en fonction des acteurs concernés par l'infraction :

- responsabilité des producteurs et détenteurs ;
- responsabilité des personnes morales ;
- responsabilité des entreprises ;

Chacune de ces responsabilités pénales donne lieu à un régime adapté de sanctions, tel que précisé aux articles L. 541-3 et 541-46 du code de l'environnement.

Les contentieux d'ordre civil tranchent un différend entre des personnes. Les sanctions sont la réparation d'un préjudice auprès d'un voisin, une remise en état du site, une expropriation...

Les contentieux d'ordre administratif concernent les administrations. Il y a une action intentée contre la personne publique, par exemple en raison de ses manquements à agir, une contestation de l'arrêté, etc.

D - La qualification de l'infraction et ses sanctions

S'agissant des dépôts sauvages, la qualification des infractions dépend en grande partie :

- du lieu de dépôt (domaine public, terrain privé...) ;
- de la qualité du contrevenant (particulier, puissance publique, entreprise...) ;
- de la nature des désordres occasionnés.

En fonction de ces critères, l'infraction est constatée et les sanctions correspondantes peuvent dès lors être appliquées. Quelques exemples ci-après.

Exemples d'Infractions	Textes de loi	Textes fixant les sanctions	Peines prévues
Abandon ou dépôt dans des conditions contraire aux dispositions du code de l'environnement	Code de l'environnement, art. L. 541-3	Code de l'environnement, art. L. 541-46	Peine encourue : 2 ans Amende encourue : 75 000 € max
Dépôt de déchets sans respecter les prescriptions des règles de collecte	Code pénal art. R.632-1 ;	Code de l'environnement, art. R541-76	Contravention de 2 ^e classe, soit 150€ maximum
Dépôt de déchets hors des points de collecte, y compris sur espace privé	Code pénal art. R.633-6	Code de l'environnement, art. R541-76	Contravention de 3 ^e classe, soit 450€ maximum
Dépôt sauvage de déchets issus du bâtiment et des travaux publics	Code de l'environnement, art. L. 541-32	Code de l'environnement, art. L. 541-46	Peine encourue : 2 ans Amende encourue : 75 000€
Dépôt hors des points de collecte d'une épave de véhicule ou de déchets transportés avec l'aide d'un véhicule	Code pénal art. R.635-8	Code de l'environnement, art. R. 541-77.	Contravention de 5 ^e classe, soit 1500€ (3000€ en cas de récidive)
Abandon d'un véhicule privé des éléments indispensables à son utilisation normale et insusceptible de réparation immédiate sur le domaine public ou privé de l'Etat ou des collectivités territoriales	Article L. 541-21-3 du code de l'environnement : VHU sur domaine public Article L. 541-21-4 du code de l'environnement : VHU sur propriété privée	Code de l'environnement, art. L. 541-46	Peine encourue : 2 ans Amende encourue : 75 000 €
Manquement au Règlement	Code de la santé publique article L 1421-4	art. 131-13 du Code Pénal	Contravention de 3 ^e classe, soit 450 € maximum

sanitaire départemental			
Dépôt sur le domaine public	Code pénal	Article R 116-2 du code de la voirie routière	Contravention de 5 ^e classe, soit 1500€ au plus (3000€ en cas de récidive)
Entrave à la circulation et à la sûreté	Code pénal	Article R 644-2 du code de la route	Contravention de 4 ^e classe, 750 € au plus

E – Procédure de sanction & compétences des acteurs

La mise en œuvre des sanctions pour les dépôts sauvages se fait en deux temps :

1. La constatation et la qualification de l'infraction par les agents compétents (cf. plus loin) ;
2. L'identification de la sanction correspondante eu égard au cadre réglementaire relatif aux dépôts sauvages (code pénal et de procédure pénale, code de l'environnement, etc...).

Ces sanctions pourront faire l'objet d'un recours devant le tribunal compétent.

Les acteurs compétents en matière de constatation de dépôts sauvages se distinguent selon la procédure engagée :

- En matière administrative, sont notamment concernés le Maire, mais également les agents affectés à cet effet par ce dernier ;
- En matière pénale, outre les officiers de police judiciaire (dont le Maire), sont reconnus compétents plusieurs agents assignés à cet effet par leurs fonctions (agents des douanes et des fraudes, inspecteurs de l'environnement, gardes champêtres...).

F – La constatation de l'infraction

Sur le plan pénal, l'infraction est constatée par :

- ❖ Les officiers de police judiciaire dont le Maire et ses adjoints (mais aussi Gendarmerie, Police Nationale en situation de flagrante ou sur la base d'une plainte) ;
- ❖ « Toute autorité constituée » dès lors que l'infraction constatée est un délit ou un crime (code de procédure pénale, art. 40).
- ❖ D'autres moyens sont envisageables pour ensuite engager une action qui va saisir un officier de police judiciaire (constat d'huissier, plainte...).

Ces constats se font sous la forme de procès-verbaux. Ils sont transmis au Procureur de la République dans les meilleurs délais, lequel décidera d'engager des poursuites ou classera sans suite.

Les agents compétents pour constater et qualifier les infractions relatives aux déchets sont :

- D'une part (code de l'environnement, art. L.172-1) :
 - les inspecteurs de l'environnement, les officiers et les agents de police judiciaire ;

- D'autre part (code de l'environnement, art. L. 541-44) :
 - les agents de la concurrence, de la consommation et de la répression des fraudes ;
 - les agents des douanes ;
 - les agents mentionnés à l'article L. 1312 du code de santé publique ;
 - les chercheurs, ingénieurs et techniciens assermentés de l'Institut français de recherche pour l'exploitation de la mer ;
 - les agents de police judiciaire adjoints exerçant leurs missions dans les limites et selon les modalités fixées par le code de procédure pénale ;
 - les agents de l'ONF commissionnés à cet effet ;
 - les inspecteurs de la sûreté nucléaire, dans les conditions prévues au chapitre VI du titre IX du livre V ;
 - les agents chargés du contrôle du transport.
- Des agents intercommunaux désignés à cet effet sur demande des communes membres d'un même EPCI peuvent également constater les infractions en matière de déchets (CSI, art. L. 512-2)

Tous ces agents sont dotés de compétences judiciaires étendues favorisant la constatation d'infractions (accès aux installations de gestion des déchets, aux lieux de production, d'utilisation, de commercialisation...).

Le constat de l'infraction devra comporter :

- La date, le lieu, l'heure :
- Objet :
- Personne concernée si identifiée :
- Déroulement :
- Ce qui a été relevé / identifié :
- Non conformités, manquements :
- Propositions, etc.

III – La procédure administrative à mettre en œuvre

(article L541-3 du code de l'env.)

La police administrative spéciale liée aux dépôts sauvages est principalement réglementée par l'article L. 541-3 du code de l'environnement. Ce pouvoir appartient nécessairement au Maire :

- Même lorsque la compétence en matière de déchets a été transférée ;
- Sauf si le dépôt sauvage a lieu au sein d'une ICPE ;
- Sauf en cas de carence de l'autorité municipale (article L 543-1 du code de l'env.).

A - Procédure de l'article L. 541-3 du code de l'environnement

1 - Identification du dépôt sauvage (tout déchet abandonné contrairement aux règles du code de l'environnement) suite à la plainte d'un riverain, du propriétaire, le signalement constaté par un agent assermenté, le signalement par un Maire ou un autre détenteur de pouvoirs de police (adjoints), par les services déconcentrés de l'Etat (ex: police ICPE).

2 – Le Maire avise le producteur ou le détenteur de déchets des faits qui lui sont reprochés ainsi que des sanctions qu'il encourt dans une lettre envoyée avec accusé/réception.

Il l'informe dans cette lettre de la possibilité de présenter des observations écrites (email, courrier...) ou orales dans le délai d'un mois (le cas échéant assisté par un conseil ou représenté par un mandataire de son choix).

3 – Si l'auteur du dépôt sauvage identifié ne s'est pas montré, le Maire peut le mettre en demeure d'effectuer les opérations nécessaires au respect de cette réglementation dans un délai déterminé. Seul le Maire ou le Préfet (en cas de carence de l'autorité municipale) peuvent émettre des mises en demeure et des sanctions au titre de leurs pouvoirs de police administrative. Pour le Maire c'est une obligation, sous peine de commettre une faute lourde engageant la responsabilité de la commune (CE, 28 oct. 1977, n°95537).

4 - Au terme de la procédure de l'article L.541-3, le législateur a prévu cinq types de sanctions administratives, soit :

- 1° La consignation
- 2° Les travaux d'office
- 3° La suspension
- 4° L'astreinte administrative
- 5° L'amende administrative

Ces sanctions prennent la forme d'un rapport écrit. À l'appui de ce rapport, le Maire est habilité à enclencher la procédure de sanction administrative prévue par le code de l'environnement (art. L 541-3).

1° La consignation contraint le contrevenant à verser une somme correspondant au montant des mesures prescrites par l'autorité administrative, laquelle est restituée au fur et à mesure de l'exécution de ces mesures.

- Elle est mise en place par l'émission d'un titre de perception, transmis au comptable public.
- Elle constitue un préalable nécessaire pour engager la procédure de travaux d'office (règlement des dépenses engagées).

2° La procédure des travaux d'office conduit à la réalisation de travaux de mise en sécurité, en lieu et place de la personne mise en demeure et à ses frais.

3° La suspension est réservée aux atteintes graves à l'environnement ou à la sécurité publique ou encore à un refus délibéré de déférer à une mise en demeure. Illimitée dans le temps, elle est levée par arrêté pris si les travaux ou aménagements nécessaires à la satisfaction de la mise en demeure ont eu lieu.

4° L'amende administrative prend la forme d'un arrêté municipal motivé, suivi d'un titre de perception. Elle est perçue par le comptable public, sur émission d'un titre de paiement par le Maire.

- Le montant de cette amende ne peut excéder 150 000€ ;
- La décision précise le délai et les modalités de paiement ;
- L'amende ne peut être prononcée plus d'un an à compter de la constatation des manquements.

5° L'astreinte administrative constitue une mesure coercitive et non pécuniaire. Elle est mise en place par arrêté municipal fixant le montant et la condition de mise à terme de l'astreinte.

La date de notification de cet arrêté fait courir l'astreinte. Un second arrêté porte liquidation totale ou partielle de l'astreinte.

- **En cas d'urgence**, l'autorité titulaire du pouvoir de police fixe les mesures nécessaires afin de prévenir les dangers graves et imminents pour la santé, la sécurité publique ou l'environnement (code de l'env., II, art. L. 541-3).
- **En cas de méconnaissance du responsable du dépôt de déchets**, le propriétaire du terrain sur lequel ont été entreposés ces déchets peut être regardé comme leur détenteur, notamment s'il a fait preuve de négligence à l'égard d'abandons sur son terrain. À ce titre, il peut être assujéti à l'obligation d'éliminer ces déchets (code de l'env., art. L.541-2). Il s'agit d'une responsabilité subsidiaire par rapport à celle du producteur et du détenteur des déchets.
- Si le producteur ou le détenteur des déchets ne peut être identifié (ou s'il est insolvable), le Maire peut se retourner vers le propriétaire du terrain, surtout si ce dernier a été négligent (CE, 24 octobre 2014) :

« Considérant, toutefois, que sont responsables des déchets, au sens des dispositions de la loi du 15 juillet 1975, les producteurs ou autres détenteurs connus des déchets ; qu'en leur absence, le propriétaire du terrain sur lequel ils ont été déposés peut être regardé comme leur détenteur, au sens de l'article L. 541-2 du code de l'environnement, et être de ce fait assujéti à l'obligation de les éliminer, notamment s'il a fait preuve de négligence à l'égard d'abandons sur son terrain ou s'il ne pouvait ignorer, à la date à laquelle il est devenu

propriétaire de ce terrain, d'une part, l'existence de ces déchets, d'autre part, que la personne y ayant exercé une activité productrice de déchets ne serait pas en mesure de satisfaire à ses obligations »

Enfin, l'Etat par l'intermédiaire de son représentant le Préfet peut, avec le concours financier éventuel des collectivités territoriales, confier la gestion des déchets et la remise en état du site pollué aux établissements publics compétents, ou à l'Ademe (Article L. 541-3 du code de l'environnement).

IV – la procédure pénale à mettre en œuvre

Cette procédure pénale débute soit avec le dépôt d'une plainte, soit avec le constat de l'infraction.

Au regard de sa qualité d'officier de police judiciaire, le Maire peut constater les infractions prévues par la loi (un officier de police judiciaire aussi). Ces constats prennent la forme de procès-verbaux qui sont adressés dans les meilleurs délais au procureur de la République, lequel décidera d'engager ou non des poursuites pour verbaliser l'auteur de l'infraction.

En matière de sanctions des dépôts sauvages, le code pénal prévoit essentiellement des amendes sur la base de la classification pénale des contraventions (code pénal, art. 131-13).

Une amende de 150€ ou plus pour dépôt hors des points de collecte ou dépôt sur des points de collecte mais sans respect des consignes (contravention 2^e, code pénal, art. R. 632-1) ;

- Une amende de 450€ ou plus pour dépôt hors des points de collecte (contravention 3^e, code pénal, art. R. 633-6) ;
- Une amende de 750€ ou plus pour entrave à la libre circulation sur la voie publique dès lors que du fait de leur importance, les ordures abandonnées entravent ou diminuent la liberté ou la sûreté de passage (contravention 4^e, code pénal, art. R.644-2) ;
- Une amende de 1500€ ou plus pour dépôt hors des points de collecte soit d'une épave de véhicule, soit des ordures et déchets transportés avec l'aide d'un véhicule + confiscation et récidive (contravention 5^e, code pénal, art. R.635-8).

Ces dispositions sont reprises par le code de l'environnement aux articles R. 541-76 (contravention 2) et R. 541-77 (contravention 5).

Toutefois, le même code fixe par ailleurs une peine de 2 ans d'emprisonnement et 75 000€ d'amende (article L. 541-46 du code de l'environnement) :

- En cas de non-respect des consignes de dépôt pour les personnes morales et les entreprises (art. L.541-46)
- En cas de déversement direct ou indirect de substances aux effets nuisibles dans les eaux superficielles (art. L.216-6)
- Des contraventions spécifiques sont finalement prévues par les codes de santé publique, de la voirie routière et de la route en cas de :
 - Manquement au respect des consignes (contravention 3, CSP) ;
 - Dépôt sur le domaine public (contravention 5, CVR, art. R. 116) ;
 - Entrave à la circulation et à la sûreté (contravention 4, CR, art. R. 644-2).

V – Nos propositions pour réduire à la source les déchets sauvages

A – La sensibilisation des scolaires

Comme de nombreux collectifs et associations du réseau de groupes locaux Zero Waste, Zéro Déchet Touraine propose d’agir à la source en sensibilisant les enfants scolarisés via des animations sur la propreté des lieux publics allant du cycle I à III. Des actions ont également été élaborées spécifiquement pour les collégiens et les lycéens.

Ces animations ont déjà été testées avec des publics scolaires de différents niveaux à Tours, Descartes, Louans, Saint-Martin le Beau, Château-Renault, Saint-Avertin.... Nous avons plusieurs outils pédagogiques comme le mémo-propreté, la cocotte propreté, la course aux déchets sauvages avec le ramassage munis de pinces à déchets... animations notamment inspirées de celles proposées par Metz Métropole. Le plateau du jeu de l’oie est déclinable partout en France pour 1500 € (devis Terrifik).

B – Une convention commune-intercommunalité

Notre association propose une convention type permettant un financement de la part d’un syndicat de traitement ou un établissement public de coopération intercommunal de la moitié des investissements communaux en matière de corbeilles de propreté avec cendrier intégré. Cette convention type adaptable propose des recommandations issues de l’AVPU.

C – Nos autres propositions

- Notre association propose le prêt de pinces à déchet pour le nettoyage de lieux jonchés de déchets. Un tri des emballages recyclables sera réalisé lors de la collecte.
- Notre association propose de mettre en œuvre une communication qui s’inspire des méthodes récompensées par l’AVPU ces dernières années. Elle peut notamment s’appuyer sur les méthodes de communication engageante qui ont déjà fait leurs preuves en matière de propreté (Université d’Aix Marseille, cf. JOULE & BEAUVOIS, GIRANDOLA).
- Notre association suggère de recruter des ambassadeurs de la propreté lors de manifestations à l’instar de ce qui est fait par l’IGSU en Suisse. Cela afin de sensibiliser le public à la propreté via des techniques de communication engageante et afin de garder un lieu propre eu égard à la théorie de la vitre brisée. Dans la mesure de leurs disponibilité, cette fonction peut être assurée par des bénévoles de notre association.

- Pour ce qui est des dépôts sauvages autour des points d'apport volontaires, veillez à ne pas entourer ses points de haie, brise-vue ou murets. Dès lors que ces lieux sont cachés, le sentiment de sécurité et d'impunité est décuplé et les dépôts sauvages sont plus fréquents. Par expérience, nous savons qu'ils doivent être discrets mais pas cachés. Un bon maillage peut réduire sensiblement les dépôts sauvages au pied de ces points également (1 PAV pour 200 à 400 habitants selon la typologie de votre territoire). Un suivi informatique du taux de remplissage de ces points permet d'éviter la saturation par exemple *via* la télérelève. Il peut être utile d'afficher sur le point propreté les coordonnées d'un n° vert permettant à toute personne de signaler rapidement la présence d'un dépôt sauvage au niveau d'un PAV.
- Prendre des mesures préventives en empêchant les accès aux lieux de dépôts (clôtures...), mettre des panneaux d'interdiction et de rappel à la loi...

VI – Aller plus loin

A – Les décharges brutes

S'il existe encore des décharges brutes²⁵ sur votre territoire, voici des propositions pour les résorber :

- limiter l'accès aux véhicules non autorisés aux décharges brutes par des barrières mobiles équipées de cadenas, des blocs de béton anti-intrusion ou des portiques à hauteur limitée.
- Faire cesser tout apport de déchets y compris inertes et engager les travaux de réhabilitation pour les décharges non réhabilitées.
- Procéder au nettoyage des abords des anciennes décharges brutes en cas de présence de dépôts sauvages.
- Poursuivre le suivi environnemental, sous forme de campagnes régulières (fréquence à déterminer) de prélèvements des eaux superficielles et souterraines, pour les anciennes décharges brutes les plus importantes en taille.
- Reporter sur les plans des PLU les emplacements des anciennes décharges brutes et décharges contrôlées en les repérant par une trame particulière et inscrire dans le règlement du PLU que la destination du site devra être compatible avec la présence des



²⁵ Définition selon la circulaire du 20 février 1989

déchets en sous-sol. Dans le cas de classement du terrain en zone constructible, le site devra être vidé de ses déchets.

B – Bibliographie et sitographie

<http://www.avpu.fr/> l'association des villes pour la propreté urbaine.

<http://gestespropres.com/> Gestes Propres est le nom de la campagne nationale de prévention des déchets sauvages, menée par l'association Progrès et Environnement, ONG créée en 1971.

<http://mer-terre.org/> MerTerre est une association au service des gestionnaires et du public. MerTerre a pour objet principal de contribuer à la réduction de la pollution par les macrodéchets, déchets solides et visibles à l'œil nu en milieux aquatiques.

<http://www.igsu.ch/fr/home/> Site suisse de référence sur le littering

<http://www.eco-mairie.fr/> site servant de plateforme aux particuliers pour donner, vendre des biens à l'échelle locale moyennant le paiement d'un hébergement pour les collectivités. Lille Métropole, Nevers agglomération et 24 autres l'ont adopté en 2018 (création en 2016). Le site est personnalisable. Il permet de limiter les dépôts d'encombrants en déchèterie ou dans la rue...

Livre *Mettre en œuvre la propreté urbaine : pour une gestion différenciée de l'espace public* de B.MOUTON, 2014, 194p, territorial éditions.

Magazine Déchets info n°101, *dépôts sauvages le retour (ampleur, causes, solutions...)*, octobre 2016.

Ce dossier a été réalisé à l'aide :

Des formations du réseau interdéchet (SCP Sartorio Avocats, avocats Landot & associés, Altice ALTUN avocate au barreau de Paris), de l'AVPU, de Zero Waste France, du réseau des collecteurs de déchets sauvages et de l'AMF.

Merci aux juristes de Zero Waste France pour leurs relectures et leurs annotations, merci pour la relecture d'un ami officier de police judiciaire.

Merci à Danielle BROSSIER de Zero Waste Provence pour sa relecture attentive de ce dossier qui a permis d'éliminer des coquilles et des erreurs de syntaxe et de français.

Merci à Bruno BEJON pour son expertise sur les décharges brutes grâce à son expertise professionnelle sur le sujet pour y avoir travaillé durant des années.

Merci à Sébastien MOREAU, Président de l'association Zéro Déchet Touraine pour sa relecture et pour son autorisation à la publication de ce dossier.

Ce dossier a été réalisé par Zéro Déchet Touraine. Il a vocation à être diffusé largement à ceux qui souhaitent agir en faveur de la prévention des dépôts sauvages en premier lieu, mais aussi à ceux qui sanctionnent ces méfaits.

Face à l'ampleur de ce fléau, il nous semble important de ne pas réserver le sujet aux seuls initiés mais de l'ouvrir à tous : élus, agents de collectivités, citoyens...

Contact:

MESLARD-HAYOT Hugo
hmh@ntymail.com – 06 79 15 88 10

ANNEXE ²⁶

FICHE DE CONSTATATION D'UN DÉPÔT SAUVAGE

COMMUNE :

ADRESSE – LOCALISATION DU DÉPÔT :

DATE APPROXIMATIVE DU DÉPÔT :

NATURE DU DÉPÔT :

Ordures ménagères (sacs noirs, déchets organiques...)

Déchets recyclables (cartons, verres, emballages plastiques...)

Encombrants divers (mobilier, ferraille, déchets électriques, matelas...)

Gravats (terre, parpaings, carrelage, béton...)

Déchets verts (tontes, branchages...)

Déchets dangereux (pots de peinture, batteries, phytosanitaires, amiante...)

Autres déchets

VOLUME DU DÉPÔT : environ m³

IDENTIFICATION DU RESPONSABLE DU DÉPÔT (raison sociale et activité pour les personnes morales) :

ADRESSE DU RESPONSABLE DU DÉPÔT :

PREUVE DE L'IDENTITÉ DU RESPONSABLE DU DÉPÔT :

NUISANCES EVENTUELLES AGGRAVANTES :

☐ Odeurs ☐ Envol de déchets ☐ Pollution d'un cours d'eau ☐ Pollution du sol ☐ Entrave à la circulation ☐ Autres nuisances

FICHE ÉTABLIE LE :

PAR :

Il est fortement conseillé de prendre une photo du dépôt (vue d'ensemble et vue rapprochée) et de conserver la preuve de l'identité et de l'adresse du responsable du dépôt.

²⁶ Fiche réalisée à l'aide du mémento dépôts sauvages de Saumur Agglo

ANNEXE

MODELE DE LETTRE RECOMMANDEE D'INFORMATION (AVEC AR) A DESTINATION DE L'AUTEUR DE L'INFRACTION (PREALABLE A LA MISE EN DEMEURE)²⁷

Mairie de.....

M... (adresse)

.....(date).....

Lettre en recommandée avec demande d'avis de réception

Objet : Phase préalable à la mise en demeure

L'article L 541-3 du code de l'environnement prévoit : Lorsque des déchets sont abandonnés, déposés ou gérés contrairement aux prescriptions du code de l'environnement, l'autorité titulaire du pouvoir de police compétente avise le producteur ou détenteur de déchets des faits qui lui sont reprochés ainsi que des sanctions qu'il encourt et, après l'avoir informé de la possibilité de présenter ses observations, écrites ou orales, dans un délai d'un mois, le cas échéant assisté par un conseil ou représenté par un mandataire de son choix, peut le mettre en demeure d'effectuer les opérations nécessaires au respect de cette réglementation dans un délai déterminé.

Au terme de cette procédure, si la personne concernée n'a pas obtempéré à cette injonction dans le délai imparti par la mise en demeure, l'autorité titulaire du pouvoir de police compétente peut faire procéder d'office, en lieu et place de la personne mise en demeure et à ses frais, à l'exécution des mesures prescrites et l'obliger à consigner entre les mains d'un comptable public une somme correspondant au montant des mesures prescrites, laquelle est restituée au fur et à mesure de l'exécution de ces mesures ou utilisées pour régler les dépenses ainsi engagées.

Indépendamment de cette procédure, des sanctions pénales répriment l'abandon sauvage de déchets, notamment celles prévues aux articles R 632-1 et R 635-8 du code pénal.

L'amoncellement de déchets comportant notamment gravats, matériaux de construction, ferrailles, épave automobile, pneumatique usagers... situé sur votre propriété, localisation..... entre dans le champ d'application de ces dispositions et que la responsabilité de ces déchets vous incombe.

Vous êtes informé de la possibilité de présenter vos observations, écrites ou orales, dans un délai d'un mois, le cas échéant assisté par un conseil ou représenté par un mandataire de votre choix. Passé ce délai, sans réponse de votre part, une mise en demeure sera prise à votre encontre relative à l'évacuation et à l'élimination des déchets mentionnés ci-dessus, dans un délai de..... à compter de la réception de la présente. Si, passé ce délai de....., vous ne vous êtes pas conformé à ces prescriptions, il pourra être pris à votre encontre les sanctions prévues à l'article L. 541-3 du code de l'environnement.

Veuillez agréer, M....., l'expression de mes sentiments très respectueux.

Le Maire (date et signature)

²⁷ Dreal Grand-Est *Infraction à la réglementation des déchets*

ANNEXE

MODELE DE LETTRE RECOMMANDEE DE MISE EN DEMEURE AVEC AR A DESTINATION DE L'AUTEUR DE L'INFRACTION

Objet : Mise en demeure

Madame, Monsieur, Conformément aux dispositions du code de l'environnement (articles L 541-1 et suivants), je tiens à vous rappeler les éléments suivants :

Tout résidu d'un processus de production de transformation ou d'utilisation, toute substance, matériau, produit, ou plus généralement tout bien meuble abandonné ou que son détenteur destine à l'abandon est un déchet (article L 541-1, 4°).

Toute personne qui produit ou détient des déchets dans les conditions de nature à produire des effets nocifs sur le sol, la flore et la faune, à dégrader les sites et les paysages est tenue d'en assurer ou d'en faire assurer l'élimination conformément aux dispositions de la loi.

Des moyens sont mis à la disposition des autorités pour faire respecter la loi. Ainsi, au cas où les déchets sont abandonnés, déposés ou traités contrairement aux prescriptions légales, l'autorité titulaire du pouvoir de police, ici le Maire, peut après mise en demeure, assurer d'office l'élimination de ces déchets aux frais du responsable.

Elle peut également obliger le responsable à consigner entre les mains d'un comptable public, une somme correspondant au montant des travaux à réaliser, laquelle sera restituée au fur et à mesure du déroulement des travaux. Les sommes consignées peuvent le cas échéant être utilisées pour régler les dépenses entraînées par l'exécution d'office.

En conséquence, puisqu'il y a lieu de considérer que l'abandon de **[TYPE DE DECHETS]** à **[LIEU]** entre dans le champ d'application de ces dispositions et que la responsabilité de ces déchets vous incombe. Mise en demeure vous est faite d'assurer l'élimination des déchets dont il est fait mention ci-dessus, dans le délai de trente (30) jours à compter de la réception de la présente lettre. Si, dans le délai de trente (30) jours qui vous est imparti, vous ne vous êtes pas conformé à ces prescriptions, conformément à l'article L 541-3 du code de l'environnement, je vous demanderai de **[CHOIX DE LA SANCTION]**. Cela afin de faire procéder à l'élimination.

Recevez, **Madame, Monsieur,** mes salutations.

Le Maire (date et signature)

ANNEXE

MODELE D'ARRETE MUNICIPAL DE MISE EN DEMEURE D'ELIMINER UN DEPOT SAUVAGE²⁸

VU le Code de l'environnement, notamment son article L. 541-3 (préciser le texte de loi selon le manquement constaté) ;

Vu le code de l'environnement et son article L. 541-2 ;

VU le Code général des collectivités territoriales et notamment ses articles L. 2212-1, L. 2212-2 et L. 2224-13 à L. 2224-17 ;

VU le nouveau Code de la santé publique et notamment ses articles L. 1311-1 et 1311-2 ;

VU le nouveau Code pénal et notamment ses articles R. 632-1, R. 635-8 et R. 644-2 ;

VU le règlement sanitaire départemental approuvé par arrêté préfectoral du ...

VU l'arrêté communautaire en date du fixant les conditions de la collecte des déchets ménagers dans la commune ;

VU le rapport de [l'officier de police municipale] transmis à l'auteur des faits par courrier en date du [précisez la date] conformément à l'article L. 541-3 du code de l'environnement ;

Vu les observations de l'auteur des faits formulées par courrier en date du [précisez la date] ;

Vu l'absence de réponse écrites ou orales de l'auteur des faits à la transmission du rapport susvisé dans le délais d'un mois ;

Considérant que lors de la visite en date du [précisez la date] [ou l'examen des éléments en sa possession], [l'officier de police municipale] a constaté les faits suivants :

(Décrire précisément les constats des d'inobservations des prescriptions applicables)

Considérant que, selon l'article L. 541-2 du Code de l'environnement « Tout producteur ou détenteur de déchets est tenu d'en assurer ou d'en faire assurer la gestion (...)».

Considérant que, contrairement aux dispositions de l'article L.541-2 du Code de l'Environnement, [M. XXXXX] ou la société [XXXXX] n'a pas pris les dispositions nécessaires pour s'assurer de la bonne élimination des déchets ;

Considérant qu'en application des dispositions de l'article L. 541-3 du code de l'environnement :

« Lorsque des déchets sont abandonnés, déposés ou gérés contrairement aux prescriptions du présent chapitre et des règlements pris pour leur application, l'autorité titulaire du pouvoir de police compétente avise le producteur ou détenteur de déchets des faits qui lui sont reprochés ainsi que des sanctions qu'il encourt et, après l'avoir informé de la possibilité de présenter ses observations, écrites ou orales, dans un délai d'un mois, le cas échéant assisté par un conseil ou représenté par un mandataire de son choix, peut le mettre en demeure d'effectuer les opérations nécessaires au respect de cette réglementation dans un délai déterminé (...) » ;

Considérant que ces constats constituent un manquement aux dispositions de l'article [...] susvisé ;

Considérant que face à ce manquement, il convient de faire application des dispositions de l'article L. 541-3 du code de l'environnement en mettant en demeure la société [précisez le nom de la société] ou

²⁸ Arrêté réalisé à l'aide du document du département de l'Essonne « la lutte contre les dépôts sauvages mode d'emploi ». D'autres exemples d'arrêtés (consignation, travaux d'office...) sont dans ce document.

M. [précisez le prénom et nom de l'exploitant] de respecter les dispositions de l'article [précisez le numéro de l'article] susvisé, afin d'assurer la protection des intérêts visés à l'article L. 541-1 du code de l'environnement ;

CONSIDÉRANT que le dépôt constitué par [M. XXXXX] sur le terrain sis [préciser le lieu] occasionne des nuisances pour le voisinage et est de nature à porter atteinte à la salubrité publique.

ARRÊTE

ARTICLE 1 M., demeurant est mis en demeure d'évacuer, dans le délai de (délai raisonnable, à fixer en fonction des travaux à réaliser) les déchets qu'il a abandonnés sur le terrain sis et de les faire éliminer dans une installation dûment agréée à cet effet.

ARTICLE 2 (Si nécessaire et si compatible avec les dispositions d'urbanisme notamment et dans la mesure où l'arrêté est pris à l'encontre du propriétaire du terrain), M. est mis en demeure dans le délai de de faire clôturer le terrain afin d'éviter que de tels dépôts se reproduisent.

ARTICLE 3 /// En cas de non-respect de cette injonction, il pourra être fait application à l'encontre de M. des procédures prévues par l'article L. 541-3 du Code de l'environnement (exécution d'office des travaux aux frais du responsable et/ou consignation d'une somme répondant à leur montant).

ARTICLE 4 /// Le maire de, le lieutenant-colonel commandant le Groupement de gendarmerie de l'Essonne, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à l'intéressé.

ARTICLE 5 /// Conformément aux dispositions de l'article R. 421-1 du Code de la justice administrative, cette décision peut faire l'objet d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de dans le délai de deux mois à compter de sa notification.

Le Maire

Signature/cachet

NOM Prénom et qualité du signataire

ANNEXE

EXTRAIT D'UNE DELIBERATION DU CONSEIL MUNICIPAL DE LA COMMUNE DE GAILLAC

REPUBLIQUE FRANCAISE



Extrait du REGISTRE des DELIBERATIONS du CONSEIL MUNICIPAL de la VILLE de GAILLAC (Tarn)

[Mardi 08 juillet 2014]

Date de la convocation
02 juillet 2014
Date d'affichage
02 juillet 2014

Nombre de conseillers
En exercice : 33
Présents : 26
Procurations : 5
Votants : 31

N° 126 / 2014

Présents : Patrice GAUSSERAND, Maire, Martine SOUQUET, Francis RUFFEL, Monique GUILLE, Pierre TRANIER, Christophe CAUSSE, Alain SORIANO, Dominique HIRISSOU, Chantal TICHIT, *Maires Adjoints*
Lahcene BAAZIZ, Bernard BARTHE, Martine VIOLETTE, Muriel FAVOT, Françoise BONNET, Pascal VEAUTE, Thierry BODDI, David AMALRIC, Sophie CHUILLET, Aurélie TREILHOU, Christian PERO, Magali CAMALET, Michèle RIEUX, Chantal CAUSSE, Marie-Françoise BONELLO, Jean BATAILLOU, Philippe PILLEUX, *Conseillers*

Absents et représentés : Dominique BOYER, Stéphanie NELATON, Christelle HARDY, Pierre COURJAULT-RADE, Alain HORTUS,

Absents : Marie-Christine BOUTONNET, Thomas DOMENECH

Secrétaire de séance : Sophie CHUILLET

Objet de la délibération : Enlèvement de dépôts sauvages de déchets sur la voie publique : fixation des tarifs

Malgré les différents services existant sur le territoire de la commune pour la gestion des déchets :

- conteneurs enterrés
- service de collecte des ordures ménagères réglementé par l'arrêté 463/2013
- tournée de ramassage des encombrants sur inscription
- déchetterie

Il est constaté un nombre croissant de dépôts sauvages sur la voie publique.

Ces incivilités nuisant à la propreté de la ville, il est donc proposé au Conseil Municipal d'instaurer un tarif pour l'enlèvement de ces dépôts sauvages selon les modalités suivantes :

- Forfait de 80 €
- Facturation sur la base d'un décompte des frais réels si l'enlèvement des dépôts entraîne une dépense supérieure au forfait

Lorsqu'une infraction sera constatée par la Police Municipale, le contrevenant recevra un courrier l'informant de la facturation du coût de l'enlèvement de son dépôt sauvage puis un titre de recette correspondant.

Le CONSEIL MUNICIPAL, après en avoir délibéré,

ACCEPTE la mise en place d'un tarif pour l'enlèvement des dépôts sauvages selon les modalités énoncées ci-dessus,

DONNE pouvoir à Monsieur Le Maire de signer toutes pièces nécessaires à l'accomplissement des présentes.

POUR EXTRAIT CERTIFIE CONFORME
Le Maire,
Patrice GAUSSERAND



REÇU LE
11 JUL. 2014
PREFECTURE DU TARN

ANNEXE

FICHE D'ACTIVITE SUR LA PROPRETE POUR LES SCOLAIRES



Fiche d'activité

La course aux déchets sauvages

Catégorie -> Réduire :

Les activités de l'association Zéro Déchet Touraine suivent la démarche des 3R. Cette démarche consiste à Réduire les déchets (I), Réutiliser les déchets (II) et Recycler (III). La priorité doit être donnée à la réduction des déchets afin de limiter le gaspillage de matière, d'énergie et d'eau nécessaire à la fabrication de tout bien/objet. La réutilisation puis le recyclage allonge la durée de vie des déchets, diminuent leurs impacts mais n'est pas sans conséquence.

« Le meilleur déchet c'est celui qui n'existe pas »

Description de l'activité

Cette activité consiste à ramasser et trier en équipe les déchets propres. Ils auront été volontairement disséminés au préalable dans une partie de la cour d'école ou sous le préau.

Déroulement

La cour a été préalablement salie avec des déchets propres. Les enfants vont donc la nettoyer à la même manière d'un agent d'entretien de la voie publique. Pour cela, il est fourni aux élèves des pinces. Ils font plusieurs équipes et se mettent les uns derrière les autres en rang. Le premier de chaque équipe a une pince. Au top départ, ils doivent attraper un déchet et aller le mettre dans la bonne poubelle située plus loin. Les poubelles sont soit réelles soit fictives grâce à un marquage à la craie au sol par exemple. Il y aura à minima une poubelle d'emballages recyclables et une poubelle d'ordures ménagères.

Vous pouvez compter les points, et retirer un point par erreur de tri. Celui qui remporte 3 manches à gagner.

Evitez le verre et les déchets tranchant, piquant, coupant.

Consignes de sécurité

- Ne pas courir avec la pince à déchet. Autoriser la marche rapide.
- Ne pas mettre la pince en l'air.
- Ne pas ramasser avec les mains.

L'association Zéro Déchet Touraine promeut la réduction des déchets à la source pour l'ensemble des tourangeaux (particuliers, entreprises, administrations, associations...). Ceci, afin d'engager chacun vers une société zéro déchet, zéro gaspillage.

ANNEXE

TRADUCTION ET SYNTHÈSE D'UNE ÉTUDE AMÉRICAINE SUR LE JONCHEMENT

Littering in Context : Personal and Environmental Predictors of Littering Behavior

Les situations de jonchement : les indicateurs individuels et contextuels des comportements de jonchements

En italique, les commentaires des auteurs du dossier sur les dépôts sauvages.

Au printemps 2008, 9 757 individus ont été observés dans 130 lieux. 86 lieux ont été choisis pour l'observation des comportements de jonchement généraux, 44 autres lieux ont été sélectionnés pour l'observation de comportements de jonchement concernant les mégots de cigarettes.

Cette étude a eu lieu dans différentes zones (rurale, urbaine, suburbaine), dans différents États des États-Unis (Arkansas, California, Georgia, Illinois, Kentucky, Nevada, New Mexico, New York, Utah, and Vermont) et dans différents lieux (aires de loisirs, aires de repos, centre-ville, fast-food, station-essence). Trois autres types de lieux d'observations ont été sélectionnés pour l'observation des fumeurs de cigarettes (établissement de soins, magasin de vente au détail et bars/restaurants).

Deux observateurs devaient suivre un protocole strict d'observation. Ils devaient noter le type de zone (urbain, rural, suburbain), le type de lieu (aire de repos, station-essence, aire de loisir...), le moment de la journée (matinée, après-midi...), le niveau de jonchement préalable du lieu de 0 à 10, le type de déchet présent (emballage de bonbon, capsules et bouchons, mégots...), le nombre de corbeilles de propreté, la présence de panneaux d'informations sur le jonchement, et enfin l'affluence du lieu.

Une randomisation avait permis de sélectionner les individus observés. D'autres caractéristiques permettaient de classer les individus, s'ils étaient seuls ou accompagnés, s'ils avaient un objet à la main ou non et si cet objet était jeté dans une poubelle ou non. S'il n'était pas jeté dans une poubelle, une caractérisation de la taille de l'objet jeté était faite. En outre, un classement permettait de dire si l'objet avait été jeté intentionnellement ou involontairement. Lorsque cet objet avait été jeté au sol, la distance vis-à-vis de la poubelle était calculée.

Sur les 8 990 personnes observées pour des comportements de jonchements généraux, 4 % avait jonché le lieu observé, soit 342 personnes. Sur ces 342 personnes, 54 % avaient laissées tomber un objet de façon délibérée. 20 % avait fait un petit mouvement pour jeter l'objet. 12 % avait laissé tomber l'objet sans intention de joncher. La majorité des comportements de jonchement avait eu lieu lorsque la poubelle était à plus de 8,8 mètres. La fréquence de jonchement augmentait avec la distance séparant le joncheur d'une poubelle.

Cette étude concluait également que 85 % des comportements de jonchement étaient liés à des variables individuelles (genre, âge, position...). Cela ne voulait pas dire que le contexte géographique n'influaient pas sur le jonchement. Ici, 15 % des comportements de jonchement s'expliquait par exemple par un site déjà jonché par les déchets, et/ou l'absence de poubelles.

Seules les caractéristiques comme l'âge et le genre du joncheur permettaient de dire que les 18-29 ans étaient les joncheurs les plus fréquents, et les hommes jonchaient les lieux plus souvent que les femmes. Les variables « moment de la journée » et « être seul » n'étaient pas des variables significatives dans les comportements des joncheurs.

Deux autres variables influaient sur le jonchement : le nombre de poubelle et l'état de jonchement du site. Moins il y avait de poubelles, plus les personnes observées jonchaient. A l'inverse, chaque poubelle de plus faisait diminuer le jonchement de 1 %. Plus un site était jonché au départ de l'observation, plus le taux de joncheurs était élevé.

Focus sur les joncheurs de mégots

Le mégot de cigarette est le numéro 1 des déchets jonchés à travers le monde nous disait cette étude. *C'est encore vrai aujourd'hui.*

767 fumeurs avaient été observés sur 44 sites. 343 avaient jeté leur mégot en dehors d'une poubelle. Parmi ces 343 personnes, 35 % avait laissé tomber leur mégot délibérément. 27 % l'avait jeté via une chiquenaude ou un petit mouvement, et 27 % également l'avait écrasé avec leur chaussure. 1 % des fumeurs avait laissé le mégot sur l'éteignoir ou proche du cendrier sans le jeter dans le cendrier ou la poubelle. La majorité des joncheurs de mégots l'avait fait à plus de 9,4 mètres d'une poubelle ou d'un cendrier. *Cette distance est comparable à celle observée plus haut lors des cas de jonchements généraux.*

62 % des comportements de jonchement était expliqué par des variables individuelles (genre, âge, position...). *Ce taux est plus bas de 23 points que pour les comportements de jonchement généraux.* Seul l'âge influaient sur les comportements de jonchement de mégots, les personnes entre 20 et 40 ans jonchaient plus souvent que leurs aînés. Faire partie d'un groupe, le moment de la journée ou le genre n'influaient pas sur les comportements de jonchement dans cette étude.

A l'instar des comportements de jonchement généraux, le nombre de cendriers et le jonchement du site au départ influaient là aussi sur les comportements de jonchement. Le type de site également influaient. Pour chaque cendrier ajouté, le taux de jonchement de mégots baissait de 9 points de pourcentage.

Discussion et conclusion

Le taux général de jonchement sur cette étude était de 17 %. Pour l'étude spécifique sur les mégots de cigarette, le taux de jonchement passait à 65 %. Le jonchement était intentionnel dans 81 % des cas.

85 % des cas de jonchement était lié à des variables individuelles (genre, âge...) et 15 % lié à des variables contextuelles (lieu jonché, manque de poubelles...).

Cette étude montrait que le genre (homme, femme) n'est pas un indice significatif expliquant le jonchement contrairement à d'autres études précédentes montrant un jonchement plus important de la part des hommes.

Inversement, l'âge avait un effet sur le jonchement. Les 18-29 ans jonchaient plus souvent que leurs aînés. Cela confirme d'autres recherches antérieures qui arrivaient au même résultat.

Aussi, le nombre de poubelle et surtout leur positionnement influaient sur la réduction du jonchement. Ce résultat avait déjà été trouvé dans d'autres études antérieures.

Dans cette étude, il était tentant de donner un chiffre sur la distance optimale entre deux poubelles. Davantage d'observations permettaient de dire que le taux de jonchement baisse dès lors que l'écart entre deux poubelles était de moins de 6m.

Pour prévenir le jonchement, les auteurs de l'étude préconisaient un placement réfléchi des poubelles sur le chemin des potentiels joncheurs.

Pour les mégots de cigarette, le taux moyen de jonchement était de 65 %. Ceci corroborait les chiffres des nombreuses opérations de nettoyage où le mégot était le premier déchet collecté. Là aussi, un jeune âge, un manque de cendriers et un site déjà jonché de mégots favorisaient le jonchement.

Le taux général de jonchement de 17 % était sûrement sous-estimé. Effectivement, la distance des observateurs ne leur avait probablement pas permis de voir les petits objets jetés d'aussi loin. Le protocole avait pu modifier le comportement des joncheurs par la simple présence des observateurs bien qu'il ait été étudié pour minimiser les impacts des observateurs sur les joncheurs.

Les auteurs préconisaient de tester des techniques pour la sensibilisation-conscientisation des joncheurs ainsi que de trouver ce qui inciterait les joncheurs à ne pas jeter de déchets pour limiter ces comportements.

Les auteurs de l'étude soulignaient la variabilité des facteurs influençant le jonchement. Certaines normes sociales locales pouvaient jouer un rôle, par exemple, des personnes fumant près d'une école élémentaire auraient eu tendance à moins joncher au nom de l'exemplarité et de la responsabilité quand bien même il n'y aurait pas eu de cendriers.

Répercussion des résultats sur la prévention du jonchement

Les résultats de ces recherches permettaient donc de définir plusieurs stratégies de prévention du jonchement. Cette partie de l'article fournit une multitude de recommandations pour prévenir le jonchement au regard des résultats de cette étude. Ce n'est pas une liste exhaustive des solutions, les solutions sont plurielles et doivent combiner des approches individuelles (conscientisation, incitation...) et structurelles (multiplication des poubelles/cendriers, propreté du lieu...). *Ces enseignements sont à prendre en compte, ils sont toujours pertinents aujourd'hui en 2018 car le jonchement n'a pas disparu et ces solutions ne semblent pas être connu des personnes souhaitant prévenir et lutter contre le jonchement de déchets.*

Premier enseignement, le jonchement engendre du jonchement. Ce résultat n'est pas nouveau, il a déjà été démontré dans d'autres études antérieures. Réduire le total d'objets jonchés d'un site est un moyen infailible de réduire les comportements de jonchement. Des études

précédentes ont montré qu'inclure les résidents d'une communauté dans des actions de nettoyage permet de réduire sur le long terme le jonchement et augmente la motivation à ne pas joncher les lieux.

La disponibilité des poubelles est un facteur important. La réduction des distances pour jeter ses déchets dans l'espace public permet de diminuer le jonchement. Les poubelles doivent être facilement identifiables, avec un message clair et rapide à lire. L'augmentation des cendriers dans l'espace public réduit significativement l'abandon de mégots, cela a été prouvé également dans plusieurs études antérieures.

Une autre solution est de cibler les individus via du travail de proximité et des campagnes médiatiques. Ces messages dans les médias ne produisent que peu d'effets. Mais il faut continuer de les utiliser en mettant l'accent sur les efforts de prévention du jonchement. En se fondant sur les données reportées et la littérature passée, le message médiatique devrait mettre en lumière le spectaculaire déclin du jonchement ces 40 dernières années, sur le caractère peu fréquent du jonchement et la désapprobation générale du public sur le jonchement.

En 2013, cette étude était la plus grande étude jamais réalisée sur les comportements de jonchement. Les auteurs n'ont déclaré aucun conflit d'intérêt pour cette publication.

Auteurs : P. Wesley Schultz, Renée J. Bator, Lori Brown Large, Coral M. Bruni, and Jennifer J. Tabanico

Définition d'une méthodologie permettant d'étudier le jonchement local (France)

Cette étude a servi de fondement au travail de LUNA ALEJANDRO IAN étudiant en licence de gestion de l'environnement et métiers des déchets à l'IUT de Tours. M. LUNA ALEJANDRO a utilisé les travaux des chercheurs américains pour définir une méthodologie permettant d'étudier le jonchement local. Ce stage a été effectué au sein de l'association Zéro Déchet Touraine de février à juin 2017.



Figure 7. Photo de la zone évaluée à Bléré

Un formulaire détaillé d'inspection de site a été réalisé. Cette étude incluait 38 observations postées de personnes tenant un objet dans la main. 23 personnes observées avaient eu un comportement de jonchement.

Les résultats des observations soulignaient que les hommes sont plus joncheurs que les femmes. La majorité des comportements de jonchement étaient commis par des personnes dans une situation d'attente. La majorité des objets jonchés avaient une taille inférieure à un poing.

Bien que l'échantillon de personnes observées était trop faible pour extrapoler les résultats, cette étude confirmait des données de certaines études américaines (hommes plus joncheurs que les femmes). Cependant l'étude américaine citée ci-dessus n'avait pas abouti à ce résultat contrairement à des études américaines antérieures. Cette étude française apporte d'autres éléments sur la situation de la personne. Le jonchement est associé à de nouvelles variables comme la position de la personne avec l'élément en main (debout/assise) et également la taille de l'objet jeté.

Ce rapport de stage est disponible ici :

https://www.zerodechettouraine.org/files/rapports/2017_rapport-de-stage-ila.pdf